

# **Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime**

## **Bureau du Conseil d'administration**

Séance du 18 janvier 2023

### **Extrait des délibérations**

Le 18 janvier 2023, le Bureau du Conseil d'administration du SDIS 17 s'est réuni au centre de commandement du SDIS à Périgny, sur convocation du président, Monsieur Stéphane VILLAIN et sous sa présidence.

Date de la convocation : le 11 janvier 2023.

Etaient présents Madame, Messieurs : Bernard BESSON, Jean-Claude GRENON, Ghislaine GUILLEN.

Etait excusé Monsieur : Christophe CABRI.

Nombre de conseillers en	exercice :	5
	quorum :	3
	présents :	4

**N°153-2023**

#### **REMISE GRACIEUSE DE PENALITES DE RETARD A L'ENTREPRISE POKEE SPORT PUBLICITE**

**Le Bureau du Conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Charente-Maritime,**

**Vu** le code général des collectivités territoriales,

**Vu** le code de la commande publique,

**Vu** le décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics,

**Vu** la délibération n°54-2019 du Bureau du Conseil d'administration du 13 mai 2019,

**Vu** la demande de remise gracieuse de l'entreprise Pokee Sport Publicité,

**Vu** le rapport du président du Conseil d'administration,

**REMISE GRACIEUSE DE PENALITES DE RETARD A L'ENTREPRISE POKEE SPORT PUBLICITE**

Le Bureau du Conseil d'administration du service départemental d'incendie et de secours a, par délibération n°54-2019 prise lors de la séance du 13 mai 2019, attribué et autorisé la signature d'un accord-cadre de fournitures au sens des articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics avec la société POKEE SPORT PUBLICITE (03100 Montluçon) pour l'achat de chaussures de sport.

Cet accord-cadre, référencé 8031FFTB03 ne comporte ni minimum, ni maximum. Il ne prévoit pas non plus de fractionnement en tranche, et s'exécute par l'émission successive de bons de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin de la personne publique.

Suivant l'article 3.2 de l'acte d'engagement (délai d'exécution), le délai de livraison des fournitures est fixé à quatorze (14) jours calendaires à compter de la date de notification du bon de commande.

Le 17 juin 2022, le bon de commande HA220084 concernant l'achat de cent quatre-vingt-sept paires de chaussures de sport représentant la somme 14 418,00 euros HT, soit 17 301,60 euros TTC a été notifié au titulaire.

Conformément à l'article 3.2 précité, le titulaire devait la livraison de ces articles au plus tard le 3 juillet 2022. Or, les fournitures ont fait l'objet de plusieurs livraisons partielles les :

- 16 juin 2022 pour 56 paires ;
- 20 juin 2022 pour 24 paires ;
- 20 juillet 2022 pour 26 paires.

Diverses décisions d'admission ont été effectuées en ce sens.

Consécutivement à l'admission des dernières fournitures livrées, un décompte des pénalités de retard a été notifié au titulaire le 6 septembre 2022, reprenant les modalités de calculs de ces dernières, conformément à l'article 14 (pénalités et primes). Celui-ci établit le montant dû par le titulaire à la somme de 223,83 euros, représentant 1,29% du montant TTC de la commande.

Par courriel du 12 septembre dernier, l'entreprise a sollicité une remise gracieuse des pénalités. Suite à la demande de complément effectuée par le SDIS, l'opérateur économique a transmis par courriel le 27 septembre, la correspondance de l'entreprise « BROOKS » (jointe en annexe au rapport présenté), justifiant de son retard occasionné dans l'exécution du bon de commande.

**Après en avoir délibéré**, le Bureau du Conseil d'administration décide, à l'unanimité :

- d'accorder une remise gracieuse totale à l'entreprise Pokee Sport Publicité pour l'intégralité des pénalités de retard relatives au bon de commande HA220084 d'un montant de 223,83 euros représentant 1,29% de la valeur financière TTC du bon de commande.

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Le Président du Conseil d'administration



Stéphane VILLAIN

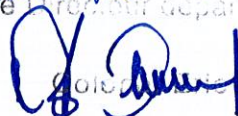
**Certifié, publié et exécutoire**

**le 26 JAN. 2023**

Le Président du Conseil d'administration

B 18012023 DEL 153

Le Procureur départemental adjoint



Jocelyne JOUANNE